

Le financement étatique de start-up fait fuir les capitaux privés, prévient Avenir Suisse

ÉTUDE. Le groupe de réflexion se référant à des programmes à l'étranger révèle que les engagements des pouvoirs publics risquent d'orienter les choix et d'évincer les investissements privés.

Christian Affolter

L'écosystème des start-up voit naître chaque année environ 250 nouvelles entreprises en Suisse. Mais «il est jugé de manière plus critique lorsqu'il s'agit de transformer de bonnes idées en bonnes affaires», déplore une analyse d'Avenir Suisse publiée mardi. Les jeunes pousses qui connaissent une forte croissance peinent à lever les dizaines de millions nécessaires pour faire évoluer leur modèle d'affaires.

«Ce marché se comporte mieux que ce que l'on entend souvent», signale cependant Lukas Schmid, coauteur de l'analyse. Il se réfère notamment aux succès internationaux d'entreprises de croissance suisses relayés par Startupticker, par exemple le programme TechTour Growth Europe, où six d'entre elles ont été sélectionnées, autant qu'au Royaume-Uni. «Les investisseurs étrangers apportent non seulement du capital, mais aussi du savoir-faire et un réseau internationaux, essentiels pour une expansion en dehors de nos frontières.»

Au niveau des carences, le marché suisse du capital-risque est relativement récent. Ses investissements ont «au moins quintuplé» depuis 2013 pour atteindre près de 3 milliards de francs l'année dernière, selon le Venture Capital Report cité par Avenir Suisse. Mais avec une part de seulement 0,3% du produit intérieur brut (PIB), ils restent loin derrière les leaders que sont Singapour (1,4%), Israël (1,2%) ou encore les Etats-Unis (0,7%). Même

comparés à la moyenne européenne (106 millions de dollars), les tours de financement en Suisse restent modestes (59 millions), alors qu'ils se montent à 119 millions aux Etats-Unis et 123 millions à Singapour.

Sous-investissement des caisses de pension

En Suisse, les investisseurs institutionnels, notamment les caisses de pension, sont sous-investis en comparaison internationale. Ils ne représentent que 8% du capital-risque total, contre 14% au Royaume-Uni et 22% en Suède. Les directives pour les caisses de pension assouplies début 2022 pour favoriser ce type de placements n'ont pas eu l'effet escompté: la part du capital-investissement (private equity) a même légèrement reculé, de 1,7% à 1,5% entre 2022 et 2024. Lukas Schmid place ses espoirs dans l'approche de la fondation Deep Tech Nation Switzerland: «Avant de créer un fonds, ils se sont mis autour d'une table avec des caisses de pension pour régler les questions techniques et répondre à leurs besoins.»

Le spécialiste zougnois en fonds de capital-risque VI Partners a pour sa part annoncé fin janvier le premier bouclement de son nouveau véhicule visant 150 millions de francs. Comme les précédents, il cible des sociétés actives dans la technologie et la santé à un stade précoce. «C'est simplement notre stratégie, qui a plutôt bien marché par le passé», souligne son partenaire Diego Braguglia. Actif dans ce seg-



Wall Street. L'équipementier sportif zurichois On est allé faire ses premiers pas en Bourse outre-Atlantique plutôt que sur le Vieux Continent et SIX.

ment depuis 25 ans, il n'a pas l'intention d'aller vers le financement de scale-up. Il estime certes qu'il «ne peut jamais y avoir assez de fonds, mais les start-up de qualité arrivent à en obtenir».

Wall Street montre le potentiel du capital-risque

Avenir Suisse rappelle que sur les dix entreprises les plus importantes au monde, cotées à Wall Street, huit ont été financées par du capital-risque. Mais dans les principaux indices actions européens, les groupes qui en sont issus ne jouent qu'un rôle marginal. Cela tient à la fois au fait que les sociétés faisant partie des indices de référence sont plus

anciennes que l'émergence de cet outil de financement. Et aussi à la tendance des bénéficiaires à faire leurs pre-

miers pas en Bourse outre-Atlantique plutôt que sur le Vieux Continent, à l'instar de l'équipementier sportif

zurichois On. Pour Lukas Schmid, les exemples américains «montrent le potentiel de croissance et d'innovation» des entreprises financées par du capital-risque.

La Suisse a connu plusieurs interventions au Parlement dont le but était de renforcer l'engagement de l'Etat en faveur des start-up – à l'image d'autres pays européens, où de 15% à 33% des fonds de capital-risque proviennent de sources publiques. Une motion remontant à 2013 avait demandé la création d'un «fonds pour l'avenir de la Suisse». Comme les tentatives de créer un fonds d'innovation pour les entreprises de croissance, elle a échoué. Reste qu'à en croire les auteurs de l'étude, ailleurs en Europe, le soutien public n'a pas fait augmenter le volume global de capital-risque, mais a plutôt évincé les fonds privés. Et «il existe un risque que les objectifs politiques faussent l'allocation du capital», et donc que ces fonds ne bénéficient plus aux entreprises les plus dynamiques.■

2,9 milliards de francs récoltés en 2025

Les investissements dans les jeunes pousses suisses ont augmenté de 23,9% en 2025, pour atteindre 2,9 milliards de francs, selon l'étude Swiss Venture Capital Report (SVCR) publiée mardi. En 2024, les jeunes sociétés avaient levé 2,4 milliards de francs, 8,5% de moins qu'en 2023, année qui avait déjà connu un recul de 34,8% par rapport à 2022.

«En 2025, le contexte était tout sauf favorable. Néanmoins, pour la première fois depuis 2022, les start-up suisses ont bénéficié d'un afflux de capitaux plus important», constate cette étude, publiée par le portail d'information en ligne Startupticker.ch et l'association professionnelle Seca, en collaboration avec startup.ch, et qui dit interroger les inves-

tisseurs en capital-risque domiciliés en Suisse, sans préciser leur nombre. Pas moins de 354 tours de financement ont été répertoriés, contre 153 en 2016. Par secteur, la répartition montre que les flux de fonds ont fortement augmenté, en particulier dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des biotechnologies. Les investissements dans les dispositifs médicaux, le matériel informatique et les technologies financières sont restés stables.

Dans le classement cantonal, c'est Zurich qui arrive en tête, tant en termes de nombre de tours de financement que de capital investi. Le canton est suivi par celui de Vaud et de Bâle-Ville. (awp)